

## Thème n°2 : Les expériences de l'ESS dans les territoires

### Liste des posts en réponse aux 4 questions soumises aux débats préparatoires de Manila'13

#### SSE Initiatives in the Territories : Facilitating team :

Martine Theveniaut – European Pacts

Yvon Poirier – Canadian Community Economic Development Network

Françoise Wautiez – Resource Center [www.socioeco.org](http://www.socioeco.org)

#### n °1 : **lier les producteurs (éthiques) et les consommateurs (éthiques). Linking (ethical) producers and (ethical) consumers. Vincular a los productores (éticos) y a los consumidores (éticos)**

- 23/06 EN Community supported agriculture : a global practice. Producteurs et consommateurs sont liés contractuellement sur la base de risques et d'avantages partagés et de paiement en espèces à l'avance. La CSA contribue au développement territorial - *Judith Hitchman, URGENCI*
- 28/07 EN/FR L'écovillage de Cloughjordan (Irlande) : Construire une communauté durable. La Société Sustainable Projects Ireland Ltd gérée selon des principes coopératifs a acheté la terre, emprunté des fonds, installé une infrastructure (avec certains financements) puis a vendu les maisons. Le chantier s'est ouvert en 2007, la construction des maisons a commencé en 2009, 130 sont prévues, 45 sont occupées à présent, 5 sont en construction, 30 emplacements sont vendus, mais pas encore bâtis. Il en reste donc 50 à vendre. La ferme communautaire CSA (Agriculture Soutenue par la Communauté) est gérée par ses membres à qui elle appartient, sous forme d'entreprise sociale, qui a levé des fonds, obtenu des prêts, acheté du matériel et engagé des fermiers. Commencée en 2008, elle comprend maintenant 62 familles membres et la ferme nourrit environ 90 personnes qu'elle approvisionne en lait, légumes saisonniers, un peu de viande, céréales. Cloughjordan propose aussi une offre de formation sur les systèmes résilients. - *Oliver Moore, Newsletter Voyage Apprenant des P'actes Européens, janvier 2013*
- 02/08. FR/EN/ESP NEKASAREA: Un réseau de producteurs et de consommateurs en Biscaye fait vivre des **circuits-courts alimentaires** : Avec **l'appui du syndicat paysan Ehne**, membre fondateur de La Via Campesina et poids-lourd du paysage social et politique local. L'atout d'un système de partenariats locaux et solidaires adossé à un syndicat est d'assurer la cohérence entre action locale et dimension globale (informations et formations régulières sur les évolutions mondiales). - *Jocelyn Parot, URGENCI, in Bulletin International de développement local durable (BIDL)*
- 21/09 FR/EN/ESP La FECOFUN Fédération d'Usagers de la Forêt Communautaire, Népal fait la promotion des droits des groupes usagers au niveau local, national et régional. Elle regroupe 5 millions de membres et plus de 13 500 groupes d'usagers dont 75% sont membres. FECOFUN mobilise plus de 110 000 volontaires. Principales activités de l'organisation : conservation de la forêt (75% de l'énergie consommée au Népal) ; importance de

l'environnement et de la biodiversité afin d'assurer la viabilité à long terme ; aide aux communautés dans la gouvernance de la forêt en fonction des besoins sociétaux ; défense des intérêts et lobbying ; programmes d'empowerment et de leadership pour les femmes - *Yvon Poirier, BIDLD 2005*

## **n°2 : Lier la production (éthique) et les finances solidaires/sociale. Linking (ethical) production and solidarity/social finance. Vincular la producción (ética) y las finanzas solidarias/sociales**

- 02/08. FR/EN Les monnaies sociales et complémentaires : un bon outil pour relier les producteurs et les consommateurs (éthiques) : Chiemgauer (Allemagne), Banco Palmas (Fortaleza, Brésil), Cooperativa Integral (Catalogne) etc. Le plus important est l'organisation continue de foires dans les différentes parties du monde, dans lesquelles les produits locaux et l'ESS sont de plus en plus mis en avant- *Miguel Yasuyuki Hirota*
- 04/08. FR Les territoires inventent leur monnaie : c'est **une nouvelle forme de pacte local** pour lutter contre les dérives des monnaies officielles qui sont devenues une fin en soi. Des habitants de différents territoires ont créé des devises indexées à l'euro. **Elles permettent de réaliser des échanges de biens ou de services sur un territoire délimité.** Utilisateurs et prestataires sont membres d'un réseau. Ils s'engagent à respecter un ensemble de valeurs sociales et éthiques. Autant d'expériences qui s'inscrivent dans une perspective de solidarité, d'utilité écologique et sociale, et non marchande. Derrière ces initiatives, c'est la question des indicateurs de richesse qui est posée, quand la monnaie à laquelle on attribue de la valeur ne s'intéresse qu'au fait de savoir si elle génère un flux monétaire ou pas... ce qui est nettement insuffisant pour traiter des questions fondamentales. Plus de 5000 sont recensées dans le monde- *Gazette des Communes, diffusé par socioeco.org*
- 08/08 FR/EN/ESP L'Association for Seva Serva Farms (ASSEFA), d'inspiration Gandhienne, vise la création de villages auto-suffisants et durables. **La micro-finance est un outil d'entraide animé par des femmes.** L'organisation des villages repose en bonne partie sur les Groupes d'entraide féminins (GEF) avec l'aide des professionnels d'ASSEFA. En mars 2008, 32 000 GEF regroupent 500 000 femmes dans 113 Sarvodaya Mutual Benefit Trusts (SMBT). En 1996, les SMBT sont devenus propriétaires de la Sarvodaya Nano Finance Limited, une institution financière reconnue par la Banque de l'Inde. Autrement dit, depuis 1998, **la micro finance est la propriété des femmes.** En 2008, 172 000 femmes ont bénéficié de prêts. Le taux de remboursement a été de 99,66% ! *Yvon Poirier, BIDLD*
- 22/08 FR Le Community Land Trust : un modèle social, participatif et anti-spéculatif d'accès à la propriété : Histoire apprenante dans le contexte bruxellois. Ce modèle, né aux USA il y a 40 ans, est le fruit de la rencontre entre Bob Swann, un activiste blanc pour la paix, et Slater King, cousin de Martin Luther King, protagoniste comme lui des mouvements pour les droits civils des noirs américains. Les Etats-Unis comptent aujourd'hui plus de 250 CLT. Le modèle suscite un intérêt grandissant dans le monde. En Europe, 2012 a vu la création des deux premiers CLT urbains européens à Londres et en Région de Bruxelles-Capitale. - *rencontres juillet 2013*
- 22/08 FR/EN/ESP Vers une microfinance solidaire. Plutôt qu'une offre de crédit externe, elle met en place des institutions pour et par les populations elles-mêmes. Au Québec, après 15 ans d'activité, le Fonds d'emprunt de la ville vient de se transformer en **mutuelle d'épargne et de crédit** pour des personnes défavorisées, mais aussi d'**épargne et de micro-assurance.** *Yvon Poirier, BIDLD mars 2013*
- 23/08 EN Literature Review on Place-Based Poverty Reduction, *Canadian CED*

- 23/08 EN Community-Led Development, *Canadian CED, Creation Institute of Social Policy – Sherri Torjman, Anne Makhoul*
- 23/08 EN Mainstreaming Community Economic development - *Canadian CED, Localise West Midlands (UK)*
- 02/09 FR Terre de Liens a 10 ans : Depuis 2003, l'association a développé des partenariats « structurants », des partenariats « techniques et politiques » et des partenariats « d'entreprises ». La Foncière est née en 2006 du constat de l'urgence à agir face à la disparition de terres agricoles et à la difficulté pour les agriculteurs de s'installer ou de transmettre leur ferme. La Foncière est créée par l'association Terre de liens et la Société financière la Nef. Elle a pour objet l'acquisition de foncier bâti ou non bâti. La Foncière collecte de l'épargne solidaire auprès des citoyens (personnes physiques et morales) pour acquérir du foncier agricole. Propriétaire de ses terres, elle les loue à des agriculteurs biologiques, bio-dynamiques ou en agriculture paysanne, via des baux ruraux environnementaux. Elle a ainsi déjà permis l'installation de 150 fermiers (200 personnes y travaillent) sur 89 projets agricoles différents. Elle continue depuis 2013 avec un **nouvel outil d'investissement solidaire au service de l'agriculture. Ce nouveau statut de fondation reconnue d'utilité publique** est une étape clé qui ouvre de nouveaux chemins pour l'ensemble du mouvement Terre de Liens : **légitimité renforcée et dimension nationale**. Cet outil permettra une véritable pérennité d'action dans la préservation du foncier et des garanties de contrôle par l'Etat plus fortes pour les donateurs. *Terre de Liens Rhône-Alpes, 2013*
- 17/09 FR/EN Biens communs – la prospérité par le partage, la conception classique de la propriété, comprise en premier lieu comme droit de l'individu, acquiert une nouvelle dimension si l'on prend conscience de **l'existence d'un droit collectif sur les biens communs** : Quelles sont les conséquences d'une redéfinition des terres comme biens communs? Qu'advient-il de l'espace public lorsqu'il n'est plus possible de le privatiser à volonté par la publicité, les décibels, les voitures ou les parkings? À quoi ressemblerait une société où l'utilisation libre des biens relatifs à la connaissance et la culture serait devenue la règle, et leur utilisation commerciale l'exception? Quelles sont les règles et les institutions qui encouragent un rapport riche de sens aux biens communs? **Ces questions ne sont débattues ni sur le plan théorique ni sur le plan de leurs conséquences politiques, sociales ou économiques.** - *Repéré sur le site Socioeco.org - Sources : Web site of the Heinrich Böll Foundation*
- 18/09 FR Au Québec les **coopératives de développement régional** (CDR) ; les **centres locaux de développement** ont pour mandat de favoriser la mise sur pied de nouvelles coopératives, le maintien et la création d'emplois durables en région. Comment ces structures ont-elles vu le jour? Quel est l'impact sur le terrain d'un tel réseau de soutien? Comment les instances publiques sont-elles interpellées? - *Maude Brossard, Atelier du FIESS, Montréal, octobre 2011*

**Question 3 : Créer un marché alternatif pour les produits et services de l'ESS à l'échelle locale, nationale et internationale**  
**Create an alternative market for SSE products and services at the local, national, and international levels? Crear un mercado alternativo para los productos y servicios de la ESS a una escala local, nacional e internacional ? Cómo avanzar ?**

- 27/07. FR L'Agence BEST, Graefewirtschaft, dans le quartier de Kreuzberg à Berlin : cette **entreprise sociale et multiculturelle** est un restaurant, et un service de distribution de nourriture saine à des prix raisonnables aux cantines. **Résultats** : Les besoins dans l'arrondissement sont satisfaits, les problèmes sociaux sont abordés. La qualification des personnes est managée avec la méthode BEST et un appui financier des services pour l'emploi

pour le suivi cuisine. Des résultats économiques tangibles (20 emplois créés). Les employés sont plus de 9 nationalités. Le respect de l'autre quelle que soit son origine, sa langue, sa religion définit le but social. Une charte fonde les relations dans l'entreprise. **La plus-value** est que: ce sont de vrais emplois, les frais de la commune sont diminués, le chômage est diminué aussi. Gagner leur propre argent a permis aux femmes de se rendre compte que c'est profitable pour elles-mêmes. - *Heike Birhkoelzer, directrice*

- 31/07 EN/FR L'éco-village de Wulkow : **l'auto-assistance économique dans une situation de crise grave**, Allemagne. Wulkow est un petit village de 150 habitants près de la frontière polonaise. Après l'unification de l'Allemagne, les riverains ont perdu leurs possibilités d'emploi en raison de la fermeture d'une coopérative agricole locale et d'une grande entreprise électronique. La plupart d'entre eux ne voulaient pas quitter leurs maisons. **Ils ont combiné leurs efforts** pour trouver des solutions de rechange afin de vivre de leurs propres ressources disponibles dans le village. Bien que toutes les activités soient à petite échelle, **un système commercial d'échange local** organise une chaîne des activités. L'expérience a fait école - *Technologie-Netzwerk Berlin*
- 01/08 EN/FR L'AltraEconomia à Venise et les **Groupements d'achats solidaires** (GAS). Le mouvement de l'économie solidaire en Italie s'est principalement structuré autour de micro-initiatives. Le cadre législatif est insuffisant et fragmentaire. En 2010, Sesterzo se constitue en coopérative et s'installe à Mestre, dans une coopérative laitière réhabilitée, « la PLIP » mise à disposition par la ville. Il réunit les microréseaux des organisations participant à l'économie alternative. **Ce laboratoire de « AltraEconomia »** fonctionne avec **la banque de temps** qui sous-tend toute l'activité ; avec **le soutien financier de l'autorité locale** (loyer et services publics). - Ses **propres revenus monétaires** sont générés à 80% par le restaurant et 20% par la location de l'espace pour se réunir. PLIP est acteur des GAS pour ses propres achats et pour leur promotion. En 2011, les 155 GAS de Venise ont un chiffre d'affaires de 5 Millions €. Les GAS comptent en moyenne 62 membres et 131 consommateurs chacun. 77% ont des adhésions en augmentation. Les gens achètent par semaine, nourriture, vêtements et la boisson. Un GAS a environ 10 fournisseurs. Le panier moyen est 22% moins cher, comparativement, bien qu'il intègre dans le calcul le prix juste pour le producteur et une taxe de 10% pour maintenir le GAS. - *Jackie Scutt, Rapport du Voyage Apprenant des P'actes Européens, avril 2013*
- 04/08 EN Local social innovations : diversity of exemples : **Communauté des Apalaches** pour la reprise en mains et la restauration des forêts ruinées dans les années 60, fondation du Woodland Community Land Trust pour ce faire, sous l'impulsion de Marie Cirillo de Cincinnati ; **Middelgrunden offshore wind farm**, : un parc éolien construit, avec la mobilisation financière des habitants d'un quartier de Copenhague dans les années 90. 40 000 habitants sont approvisionnés par ces turbines- *Socioeco.org Resource website of social and solidarity economy*
- 09/08. FR/EN/ESP Union des coopératives de consommation Seikatsu Club du Japon En 1965, un mouvement citoyen de consommatrices se constitue autour de la préoccupation de la sécurité alimentaire et l'achat collectif de lait. Il adopte le modèle de la coopérative de consommation et se donne pour nom - Seikatsu ( «vie» en japonais). Le Seikatsu Club est aujourd'hui une union de 30 coopératives locales, propriétaire de trois laiteries avec des producteurs laitiers et de fermes avicoles (poulets) et des fermiers. C'est également une coopérative de producteurs. En l'absence de loi sur les coopératives de travail au Japon, les collectifs utilisent le statut non lucratif, mais fonctionnent comme une coopérative (propriété des membres). Les activités sont multiples : préparations de repas pour personnes âgées, aide domestique, garde d'enfants, artisanat, recyclage. **Au niveau local : Le Seikatsu club considère que pour changer globalement la société, il faut une société «coopérative», dans le sens de «société qui coopère».** Le Réseau des habitant compte environ 140 élus locaux, tous des femmes. **Au niveau général, comme l'ensemble des enjeux économiques et sociaux sont reliés,** le Seikatsu Club s'inscrit depuis plus de 20 ans dans la transformation des grands enjeux planétaires, entretient des liens étroits avec des

organisations similaires en Corée et à Taiwan, participe au Sommet de la terre de 1992 à Rio et à la conférence de l'ONU sur le désarmement. Échanges et actions solidaires avec des organisations qui partagent des vues similaires sont devenus une priorité. – *Yvon Poirier, BIDL*

Depuis 1965 -près de 50 ans ! - Seikatsu Club au Japon prouve par l'exemple que l'auto-organisation d'un marché solidaire important est possible avec 350 000 membres qui achètent directement en négociant les prix en fonction des besoins des producteurs. Au total, environ 1 Milliards de dollars annuellement (700 millions Euros). Reliant local et global dans sa vision des solutions, Seikatsu Club s'inscrit depuis plus de 20 ans dans les grands enjeux planétaires afin d'agir à tous les niveaux nécessaires sur des enjeux tels qu'OGM, règles de l'OMC, énergies renouvelables (anti-nucléaire) ...

- 29/07: FR Une Fabrique citoyenne (confins de l'Aude et de l'Ariège, France). Ce projet en construction part d'un cabinet d'études en SCOP qui existe depuis plus de 20 ans et qui est fatigué de répondre à des appels d'offres qui ne sont pas adaptés à la réalité des besoins et permettent trop peu de vraie réalisation derrière. D'où la volonté de réintégrer une dynamique interne pour valoriser les compétences des membres, en prenant en compte les spécificités territoriales de chacun : un pôle culturel à Revel ; un pôle coworking, consultance, fab lab, pour des TPE artisanales, à Pamiers. Un 3<sup>ème</sup> pôle à Limoux de tiers lieu co-actif pour surmonter les difficultés d'usage, s'approprier la technologie, former, mettre en place une coopérative d'activités avec portage salarial, apporter une aide juridique, acquérir les compétences nécessaires à son métier.  
Conclusion collective de l'Atelier : Se lancer pour faire avancer des choses qui ne nous conviennent pas est une prise de risque; l'innovation mutualisée est là pour espérer réussir car il y a de moins en moins de moyens. **Des lieux ouverts sont essentiels pour produire de l'entraide et de l'audace et pour se mettre résolument en situation de faire basculer les choses. En appeler à la solidarité, être accompagné et accompagnateur, c'est ça l'économie solidaire.** - *Peter Wollny Atelier 3 au 2<sup>ème</sup> Congrès du RIPESS Europe, Lille, juillet 2013*
- 04/08. FR Le Pôle d'économie solidaire de l'Agglomération Dijonnaise (Bourgogne) : **Créer des activités en recomposant des circuits économiques locaux dans une pluralité de logiques** : logique économique ; logique d'utilité sociale et/ou sociétale ; logique territoriale. Le but n'est pas de rechercher le seul profit mais de favoriser le développement de chacun et de la collectivité. Cette approche s'applique à la plupart des champs : entreprendre, financer, consommer, participer et échanger autrement. **Les indicateurs validés collectivement sont chiffrés et qualitatifs**: appropriation du projet, professionnalisation, développement personnel. Les impacts constatés mesurent les retombées économiques, le développement local, l'utilité culturelle, l'utilité sociale : *in Faire P'acte : Cahier de propositions des P'actes Européens, 2011*
- 08/08. FR/EN/ESP Coopératives et communautés Inuits du Canada. Spontanément, la forme coopérative a été adoptée car elle est adaptée à la culture ancestrale de partage. **Le mouvement coopératif a graduellement conduit à la mise en place d'une autonomie gouvernementale.** Mais les défis restent considérables (réchauffement climatique, préservation de la culture dans la modernité globale ; emprise des territoires pour leur richesse minière) - *Yvon Poirier, BIDL*
- 08/08 EN Local Development Centers (CLD) **have been in place for 15 years.** Ils sont dirigés par la communauté et fournissent des services pour tous les types de business, y compris les entreprises d'économie sociale. **Cet outil pour le développement territorial, croisé avec le Chantier de l'économie sociale (expression du mouvement social) crée l'opportunité de promouvoir une économie alternative.** « Oui, il faut des catalyseurs pour comprendre, faire comprendre et mettre en œuvre. Le premier mur, c'est l'administration, nationale et locale, pour qui un travail en CLD n'a aucune signification. C'est un travail de longue haleine, jamais acquis. Une structure toute seule ne peut pas réussir ce genre de réalisation. Il faut des lieux de formation. Les élus changent, les administrations restent, c'est toujours à recommencer ». - *Yvon Poirier, published by LDNET.*

Complété du témoignage de Jacques Fiset, directeur du CLD de la ville de Québec, avril 2009, Voyage apprenant d'une délégation internationale à LUX'09, accueillie dans l'Aude (France) par le BASE Sud-Audois.

- 23/08 EN The Guide to Going Local –*BALLE and the Centre for a New American Dream, Canadian CED*
- 13/09 FR APEAS: **La transition n'est-ce pas le projet concret de l'économie alternative et solidaire ?** –, *membre du Mouvement de l'économie solidaire en France*
- 18/09 FR/PT Alta de Lisboa, Portugal **Stratégies collectives pour le développement communautaire** : ce quartier connaît de multiples tensions. Un groupe communautaire, composé de base locales et d'organismes publics (santé, éducation, environnement, habitation), travaille avec 30 organismes partenaires. Le groupe a relevé collectivement différentes priorités en fonction du profil des organismes partenaires. Cette action est un exemple des possibilités de structuration entre les méthodes traditionnelles d'économie et d'emploi et les nouveaux défis générés par l'économie sociale et solidaire. Le processus met en évidence que les citoyens sont prêts à faire partie de la construction active de leur ville et de leur quartier - *Vanessa Duarte de Sousa, Maitrise en planification, doctorante en Sociologie ; Maude Brossard Ateliers FIESS, Montréal, oct 201*
- 27/09 FR/EN Qu'est-ce qu'une entreprise de transition : Une entreprise de transition (EdT) est **une entité commerciale économiquement viable qui répond à un réel besoin de son territoire, dispense des avantages sociaux et exerce un impact environnemental bénéfique ou a minima neutre. Des moyens d'échange autres que la monnaie officielle peuvent être utilisés.** La viabilité signifie que les recettes compensent au moins les dépenses. Ses caractéristiques sont : Impact sur la résilience, Peu d'émissions de carbone, Limites naturelles, Localisation appropriée, Pas seulement pour le profit personnel, Biens communautaires, Rendant des comptes à l'échelle locale. En fin de compte... pourquoi ne pas utiliser l'appellation « entreprise sociale » ou « **entreprise sociale en transition** » ? – *Recherche internet site transition*

**n°4 Quelles actions / innovations sont entreprises par l'ESS contribuant au développement territorial? Comment doit-on avancer ?  
What actions/innovations are being undertaken by SSE contributing to territorial development? How to make further advances in this aspect? Qué acciones/innovaciones por parte de la ESS que contribuyen al desarrollo territorial ? Cómo avanzar ?**

- 25/07: FR Région de Kayès (Mali). **Planification concertée et développement économique local** : Une concertation à la base a défini les besoins et les a inscrit dans des plans d'action, à réaliser au fur et à mesure. **La région encourage des stratégies de filières** avec des plans d'action, et un début de mise en œuvre : maraîchage, élevage, promotion de l'entrepreneuriat féminin. **Difficultés** : manque de moyens financiers ; changement de stratégie ou arrêt de la dynamique par des fonctionnaires de collectivités ; espaces de résolution entre les nouveaux pouvoirs issus de la décentralisation et les pouvoirs traditionnels dont il faut tenir compte ; poids des bailleurs : Si le projet s'arrête que feront les acteurs ? Comment faire si les acteurs locaux ne s'approprient pas le système ? - *Idrissa Sanogo, GRDR-Kayès Atelier 3, 2<sup>ème</sup> Congrès du RIPESS Europe, Lille, juillet 2013*

- 27/07 : FR/EN/ESP Pactes Locaux : **Nouvelles alliances entre les communautés, les réseaux de l'économie solidaire, et les autorités locales.** Une définition du pacte local : un processus construit dans la durée, ancré dans un espace fonctionnel, qui apporte des réponses adaptées aux spécificités de chaque société locale, en particulier ses spécificités culturelles. Une démarche inclusive qui se traduit par un engagement contractualisé. La concrétisation des valeurs et le dialogue entre les familles d'acteurs apprennent à fonctionner autrement et produisent de l'intelligence collective. La participation à la construction du bien commun surpasse la notion abstraite de la démocratie. Elle se conjugue dans les territoires par des actions concrètes qui impliquent toutes les parties prenantes, dans une collaboration à parité. La démocratie est à la base de l'édifice pour la gestion territoriale au quotidien, pour se relier, de façon dynamique et différenciée à l'économie mondialisée. afin de garantir la possibilité des populations résidentes de vivre en santé, en sécurité et en paix. Il est urgent d'unir les forces vives sociales dans nos communautés pour créer la masse critique nécessaire, arrêter la spirale de spéculation financière qui conduit à la fin de la démocratie – *Atelier au Forum Social Européen de Florence, Solicarius, P'actes Européens, REES Marche, novembre 2012*
- 31/07 EN/FR Local pacts and partnerships en Allemagne: **An innovative way of creating jobs and of promoting social solidarity economy.** une large gamme d'initiatives communautaires réagissent aux signaux d'urgence familiers des régions en crise économique. Mais il est assez rare que ces initiatives soient désignées comme des partenariats ou des pactes locaux, contrairement à l'importance accordée à cette approche en Europe. À l'expérience, **les composantes d'un partenariat local** sont : une structure multisectorielle et un caractère multidimensionnel ; un modèle « troisième secteur » de plus en plus accepté distinguant secteurs privé, public et bénévole/communautaire dans le débat actuel en Europe. Des programmes et stratégies de partenariats s'appliquent à des domaines d'activités variées dans lesquels de nombreuses possibilités existent de relever les défis sur une base multidimensionnelle. - *Technologie-Netzwerk Berlin*
- 01/08 FR Territoires et Solidarités : l'enjeu européen de la **responsabilité sociétale des territoires. L'ESS représente une alternative essentielle** face aux déficiences de l'Etat et du marché et sont une chance pour les territoires. En créant et en maintenant de la solidarité et de la durabilité dans de nombreux domaines tels que l'emploi, elle apparaît comme **une réponse adéquate aux crises globales ayant un impact local.**- *CIDES, le centre de ressources et d'action de la mutuelle CHORUM et le Think Thank Pour la Solidarité.*
- 04/08 FR/EN Propositions 4°Rencontre RIPESS en Europe : Atelier n°7 : Participation démocratique et ancrage territorial de l'économie solidaire L'expérience forme et prend forme du local à l'Europe en passant pas le Luxembourg **En fin de compte, la nouvelle économie est une économie de la connaissance.** La pédagogie et des stratégies de communication adaptées en permettent l'appropriation ; produisant de la créativité, de l'innovation, mais aussi une plus grande capacité à évaluer pour se rendre compte, rendre compte, se (re)motiver. L'évaluation est non seulement l'outil d'une politique de la preuve, c'est aussi le point de départ de nouvelles organisations et de nouveaux partages. **Le triptyque connaître-comprendre-agir** (j'illustre, je débats, je propose) est le carburant d'une machine à gagner de la crédibilité et donc des moyens d'action. L'espace public et le débat citoyen en sont le moteur. – *Alain Laurent, Synthèse du 1<sup>er</sup> cycle de Voyages Apprenants des P'actes Européens 2007-2009*
- 04/08. FR Commune de Betton, en Bretagne La mise en place d'une **politique de services de proximité à l'initiative d'élus.** Faire reconnaître la nécessité de micro projets pour de micro besoins n'est pas facile, parce qu'on ne peut pas justifier des caractéristiques de visibilité habituellement attendues. Il reste beaucoup de travail pour expliquer que l'économie solidaire peut constituer aux côtés de l'économie de marché et de l'économie administrée une voie complémentaire à part entière - *Alain Yvergniaux ; in Faire P'acte : 2011*

- 06/08 La gouvernance des biens communs: L'expérience montre qu'en situation réelle, les acteurs concernés font des choix plus appropriés en termes de gain collectif que les prédictions du choix rationnel :interconnaissance, engagement mutuel, capacité d'innovation ou d'adaptation des règles pour augmenter le gain collectif. L'analyse des similitudes permet de définir **des principes de conception d'engagements conditionnels** dans des environnements incertains et complexes de ressources communes. On peut s'attendre à ce que des individus s'engagent conditionnellement à suivre des règles, lorsque : 1) la ressource et ses limites sont clairement définies; 2) les règles d'appropriation et de fourniture concordent avec les conditions locales (temps, espace, obligations en termes de main d'œuvre, de matériel et/ou d'argent) ; 3) les règles sont gérées par des dispositifs de choix collectif auxquelles les concernés participent; 4) les surveillants rendent compte aux concernés ou sont eux-mêmes concernés ; 5) les sanctions sont graduelles en fonction de la gravité et du contexte de l'infraction ; 6) les mécanismes de résolution des conflits sont d'accès rapide et bon marché ; 7) les autorités gouvernementales externes reconnaissent en partie les droits d'organisation de leurs propres institutions par les concernés ; 7) des entreprises imbriquées (publiques et privées) appartenant à des systèmes plus grands à de multiples niveaux sont en relation avec les concernés par la gestion d'une ressource commune. *Elinor Ostrom, traduction française, 201*
- 08/08. FR/EN/ESP L'Association ASSEFA: **40 ans de développement local holistique** organisé par et pour les villageois dans plusieurs régions de l'Inde. **Le concept de fiduciaire (trustee en anglais)** est au cœur des principes. «Chacun devrait vivre sur cette Terre-Mère en tant que Fiduciaire avec tout ce qu'il a, et acquiert pour le bénéfice de la communauté dans laquelle il vit ». Ainsi, ASSEFA fait confiance à la communauté et aux villageois. Ils s'organisent entre eux, gèrent l'argent et les ressources matérielles afin d'en tirer un bénéfice mutuel, et si possible d'en faire bénéficier les villages voisins. Réaliser la justice sociale et économique au quotidien demeure une priorité, un travail continu, une question de survie de projets ou d'organisations. Mais l'habilité à **comprendre les implications de l'interdépendance est devenue une préoccupation globale**. C'est probablement le facteur clé de la survie ou non de l'humanité toute entière, au siècle prochain - *Yvon Poirier, BIDLD*
- 12/08 ESP Por una Colombia en Paz: **Pacto Social por una Economía más Solidaria Fuente**: *in Portal de economia solidaria Lunes, via liste aloe Françoise Wautiez*
- 19/08 FR Les groupement d'employeurs (GE) : **un outil légal du travail en temps partagé**. L'histoire apprenante d'un cycle bâtisseur qui répond aux évolutions sociétales et aux enjeux d'un développement territorial relocalisé et durable - *France Joubert -In« Faire p'acte » 2011*
- 20/08 FR Une gouvernance territoriale de l'économie dans les territoires ruraux ou fragiles : **la marque de qualité territoriale** : levier de croissance durable et lieu de création de richesses - *Eric Andrieu, Rapport d'initiative parlementaire, juillet 2013*
- 20/08 FR URGENCI : Urbain-Rural : Générer des Echanges Nouveaux entre Citoyens : Une coordination internationale URGENCI de producteurs et de consommateurs organisés sur une base locale se met en place en 2004. Le mouvement se développe et se structure. Des partenariats locaux tels que les groupements d'achats solidaires existent dans le monde entier: Teikei au Japon, Community Supported Agriculture dans le monde anglo-saxon. En France, en 2011, 1100 AMAP nourrissent 250 000 personnes, etc. ... Chaque réseau local porte l'intérêt général au delà du groupe lui-même. Conceptualisés, ces partenariats, qui sont autant de formes de pactes locaux, deviennent **des outils qui donnent un sens commun a d'innombrables pratiques singulières**. Ce sens partagé dans le monde entier est **le point de départ d'une (ré) organisation citoyenne dans une approche globale**. Voir les choses largement permet de considérer toutes les relations que l'économie entretient avec la nourriture : environnement, sols, eau, logistique, transports. Penser relié permet une autre approche de la planification qui ouvre sur l'énergie, le bilan carbone, les droits humains,



la souveraineté alimentaire et la reconnaissance de la singularité pour transformer tout le système. Et permet aussi d'inscrire **l'approche systémique dans des dispositions législatives et les relations inter-acteurs.**

À défaut d'avoir déjà toutes les réponses en mains, il devient possible de poser les bonnes questions à partir des territorialités de la vie sociale : les banques sont formelles, mais les GAS sont informels. Certes, il faut considérer les liens matériels, mais ne pas ignorer les liens immatériels. Oui, les syndicats, tout comme les régulations agricoles sont nationaux et européens, et il sont aussi sectoriels. Tandis que la qualité est certifiée en bout de chaîne, elle est intégrée dans l'acte même de consommer. Les universités sont un élément du - et dans - le système. Or, peu d'économistes travaillent ces sujets. Quelles relations avec les Gouvernements locaux et régionaux, et quelle gouvernance quand les interlocuteurs sont segmentés sectoriellement et hiérarchiquement ?

**Indicateurs de résultats : une audience croissante** : ce sens, partagé à la base, dans le monde entier, génère de la pertinence, de la cohérence, de l'efficacité et développe des rapports sociaux de résistance, constructifs et convergents. La société civile s'organise, sort de la représentation sociale du « fourmillement créatif », propositions en mains. **Partir de la base est un facteur de transversalité et de polyvalence des réponses** : il intègre des questions de société majeures, telles que parité Homme/Femme, dialogue social territorial, justice sociale, gestion équitable et durable des ressources, équité des rapports commerciaux, dialogue des cultures, alimentation, etc. **Développer de la compétence avec détermination, augmente la crédibilité pour porter une parole politique non partisane, au plus haut niveau.** - *Andrea Calori (et autres)*

- 20/08 FR/EN/ESP Transition Towns : un **réseau international d'initiatives locales** pour relever le défi du pic pétrolier et du changement climatique. Un des objectifs clés du mouvement est de souligner la dimension "locale et à petite échelle" tout comme l'idée de convaincre les gens de l'intérêt de cultiver leur propre nourriture chez eux ou dans les lotissements communautaires. Il n'existe pas de modèle-type, mais un livret pour guider les participants à travers les 12 étapes préconisées. Chaque communauté doit se mettre en capacité à générer ses propres solutions. Ceci implique que la vitesse et la manière d'opérer de chaque communauté lui est propre, variable et unique. Il existe des initiatives qui ont été jusqu'à créer des monnaies locales. (Kenmare en Irlande, Totnes et Lewis au Royaume-Uni).- *Judith Hitchman BIDL*
- 21/08 EN/FR Bilan et potentialités de pactes territoriaux locaux et régionaux pour l'avenir : Deux approches différentes existent chez les économistes pour juger la performance : « micro » ou « macro », mais aucune pour analyser, de façon articulée, une économie de localités. Or, Local/Global ne sont pas opposés, c'est à l'intérieur du local que les choses se passent. - *Karl Birkhoelzer, TechNet, Intervention au Comité des Régions Bruxelles pour le lancement des P'actes Européens*
- 21/08 EN/FR Le scénario du développement de l'intérieur : Ces initiatives ne sont pas fondées sur un concept théorique commun, elles ont des **principes communs sous-jacents** : pour le bien commun, une approche holistique et intégrée, réponse aux besoins non satisfaits, recréer des cycles économiques locaux, construire et améliorer le capital social. La confiance semble être l'objectif global. Un développement centré sur la communauté. La reconstruction de l'infrastructure sociale pourrait devenir encore plus importante si ce n'est la condition préalable à la reconstruction des infrastructures physiques. - *Karl Birkhoelzer, in Role des entreprises sociales dans le développement économique local, pour EMES 2009*
- 21/08 FR/EN/ESP Le projet d'une Charte européenne des responsabilités sociales partagées. Le texte du projet est destiné à terme à une «**recommandation**» **soumise à la validation des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe**. Le diagnostic est net qu'il faut étagler des principes de droits pour enrayer « **le décalage croissant entre la reconnaissance formelle des principes de justice et leur mise en œuvre**. Ceci ébranle la confiance dans la possibilité d'améliorer les conditions de vie, notamment des moins favorisés, et alimente un sentiment d'insécurité face à ces

mutations. **Définition** : La responsabilité sociale partagée est définie comme le fait, pour des individus et des institutions, publiques et privées, d'être tenus ou en mesure de rendre compte des conséquences de leurs actions ou omissions, dans le cadre d'engagements mutuels pris par consensus, en s'accordant sur les droits et les obligations réciproques relatifs à la protection sociale et de la dignité humaine, à l'environnement et aux biens communs, à la lutte contre la pauvreté et les discriminations, à la justice et la cohésion sociale, dans le respect démocratique de la diversité. , in *BIDLD*, avril 2011

- 22/08 FR Mouvements Colibris : **Feuille de route citoyenne à 50 ans**, politique, alternative, coopérative : **Une économie remise à sa place** : au service de l'intérêt général, c'est à dire à la fois du bien-être, de l'autonomie et de la liberté des êtres humains et de la restauration des écosystèmes.. **Avec 5 axes** : **1 Localiser / décentraliser** Développer des économies locales interconnectées, qui fonctionnent comme des écosystèmes vivants. • Décentraliser le pouvoir économique et financier. ; **2 Libérer / diversifier la monnaie** : Ramener l'argent dans l'économie réelle, au service de la création et des échanges. Pour cela, rendre la souveraineté monétaire aux parties prenantes de nos économies : citoyens, organisations marchandes ou non, collectivités...**3 : Réinventer / réorienter la fiscalité** pour permettre l'émergence rapide d'une économie soutenable, réintégrer dans le prix des biens et des services leurs coûts sociaux et environnementaux et, inversement, réduire la fiscalité des productions qui respectent les humains et protègent la nature. **4 Protéger / prendre soin des biens communs** Empêcher une appropriation commerciale des biens communs de l'humanité et rendre leur utilisation équitable, respectueuse de leur rythme de reconstitution et des grands équilibres naturels. **5 Développer les entreprises et les activités du XXIe siècle**, Soutenir, créer et relier les activités utiles à nos sociétés sur les plans écologique, économique et social. A partir d'elles, construire les modèles économiques viables et innovants de demain –*Le Colibris 2013*
- 22/08 EN/FR Revitalisation locale- Sommet Pancanadien du Réseau Canadien de Développement Economique Communautaire (*RCDÉC*)
- 22/08 FR/EN/ESP L'Organisation des Régions Unies/ FOGAR : **Régions et Etats fédérés, nouveaux acteurs d'une gouvernance mondiale** Premier niveau de gouvernement infranational, ils ont décidé de se fédérer au niveau global où se prennent des décisions qui affectent l'exercice des compétences dont ils sont dotés par les constitutions et les lois de leurs États ainsi que par les traités internationaux. Leurs activités rééquilibrent la vision actuelle de pouvoirs centralisés par l'installation de relations horizontales dans des partenariats concrets de territoire à territoire dans le cadre de la coopération décentralisée ou le développement durable.
- 22/08/ FR/EN/ESP RIO+20 étendu des P'actes Européens : Le scénario horizontal d'organisation à distance entre 5 bases locales de pratiques de 5 régions de France, reliées en direct avec le Pavillon brésilien à Rio de Janeiro est pertinent pour **faire la place d'une citoyenneté en action, dans un calendrier international commun**. La démarche stimule la prise de conscience des interdépendances. Le moment est venu de relier ces actions entre elles, de s'élargir... avec **l'ambition de développer nos solutions, d'oser des projets plus grands pour changer le cours des choses** s - 20 juin 2012, in *BILDL*
- 23/08 FR L'ESS en France : L'évolution récente du cadre des politiques publiques dans le contexte de la création d'un ministère délégué à l'ESS. **Décloisonnement des relations entre réseaux de collectivités territoriales**, facilitée par l'existence d'un Réseau des Territoires de l'Economie Solidaire depuis 10 ans. Elles ont engagé le dialogue sur le constat que « la transversalité est un combat permanent » pour dépasser les politiques sectorielles et hiérarchisées par domaine et niveau de compétences. Comment encourager une économie après-crise fondée sur un système de partage et de coopération ; développer un autre modèle de développement qui échappe à la seule logique marchande et soit en mesure d'apporter des

réponses aux défis économiques, sociaux et écologiques ; accélérer la mue de politiques de pôles territoriaux de compétitivité vers des pôles territoriaux de coopération économique – *Martine Theveniaut sources diverses*

- 23/08 FR L'exemple du Québec : **Changements d'échelles dans la construction de l'économie solidaire, du local au national** . Dans les années 60 et 70, de **nombreuses initiatives locales** ont été initiées par des citoyens, soit pour préserver des emplois, soit pour en créer. Avec la montée du chômage structurel dans les années 70 et 80, **d'autres initiatives se sont répandues dans l'ensemble du territoire**. En même temps, les syndicats du Québec se sont dotés de divers outils (Caisse d'économie solidaire Desjardins, dans les années 70. Plus récemment, fonds de retraite gérés par les travailleurs). Une partie des investissements de ces fonds visent la création ou la préservation des emplois, ainsi que le développement local, souvent par la création d'entreprises d'économie sociale. Au début des années 90, une récession frappa durement l'Amérique du nord. **Les mouvements sociaux se manifestèrent**. En 1996, le gouvernement du Québec, désirant réduire le déficit à zéro, convoqua un sommet socio- économique regroupant les partenaires sociaux historiques qu'étaient le patronat et le syndicalisme, et **pour une première fois**, y invita les mouvements sociaux. Un groupe de travail proposa que l'économie sociale devienne un axe stratégique de lutte contre la pauvreté. Le rapport « Osons la solidarité » fait des propositions concrètes. L'ensemble des partenaires sociaux endossèrent cette vision, et le gouvernement l'adopta comme stratégie. Les 15-16 dernières années, les progrès et acquis auront été considérables et possibles à la fois parce qu'ancrés localement dans les communautés, par une participation démocratique importante des mouvements sociaux, la plupart du temps en partenariat avec les élus locaux et les services territorialisés de l'administration publique. L'existence de structures nationales, allant du Chantier de l'économie sociale, aux fonds de soutien au développement est un relais essentiel. En 2008 : création de « pôles » ou de tables régionales d'économie sociale dans les différentes régions du Québec. En septembre 2012, à l'occasion d'élections à l'Assemblée nationale du Québec, l'ensemble des partis politiques appuie officiellement (avec quelques nuances) l'économie sociale. Actuellement, un projet de loi cadre d'appui à l'Assemblée nationale est à l'étude et devrait être adoptée dans les prochains mois.  
Deux obstacles majeurs sont toujours présents. Le plus évident est le climat dominant néolibéral. L'autre obstacle est qu'une partie de l'économie sociale traditionnelle ne se reconnaît pas toujours dans cette volonté de créer une économie plus solidaire qui se construit en alternative au modèle dominant. –, *Yvon Poirier, mise à jour 2013*
- 31/08 FR/EN/ESP Économie sociale et instances municipales : Au Québec, la relation entre l'économie sociale et les instances municipales et par extension les collectivités locales – est originale. Elle passe notamment par des Centres locaux de développement (CLD) et des Conférences régionales des élus (CRÉ) qui, toutes deux, soutiennent à leur façon le déploiement de l'économie sociale - *Yvon Poirier, BIDL, novembre 2011*
- 13/09 FR Résilience pour les territoires « La résilience est la capacité d'un système à absorber un changement perturbant et à se réorganiser, tout en conservant essentiellement la même fonction, la même structure, la même identité et les mêmes capacités de réaction. Le défi est ambitieux et concerne tout le monde : choix familiaux, chef d'entreprise, élus d'un territoire pour améliorer la résilience afin d'assurer la capacité à vivre les bouleversements de demain.»
- 13/09 FR/EN RIO+20 Appel européen du collectif RIO+20 : **Redonner l'ambition politique au changement que nous voulons dès RIO+20 !** Le collectif regroupe depuis fin 2010 une quarantaine d'organisations de la société civile, associations et syndicats en France, d'opinions et de secteurs d'intervention très divers. Ils ont pris le temps d'établir les bases d'un consensus pour porter des propositions ensemble: propositions à chaque étape du processus officiel de l'ONU, contributions aux travaux de préparation du Sommet des Peuples, rencontres, événements, conférences de presse,

campagnes... - Collectif RIO+20 -Newsletter de l'IHECS – l'Institut des Hautes Etudes Des Communications Sociales de Bruxelles, juin 2012

- 13/09 FR Rencontres inter-territoriales autour de l'ESS animées par le Réseau des Territoires de l'ESS : « **Coopérer pour changer d'échelle** », septembre 2013
- 17/09 FR **L'installation de relations de territoire à territoire entre la région Bretagne (France) et l'Afrique de l'Ouest** pour contribuer à la réduction des inégalités et au développement économique - *Entretien avec Alain Yvergniaux, élu régional, puis chargé des questions internationales à la région Bretagne, 19 mai 2010 pour actualiser l'évolution de l'activité d'un membre fondateur des Pactes Locaux depuis 1998*
- 13/09 FR– Prolonger de 4 ans la mise en œuvre du consensus de la 4<sup>e</sup> Rencontre 2009 Lux'09 (Engagée dans le cadre de l'Atelier 7 : Participation démocratique et ancrage territorial de l'économie solidaire ». Mutualiser les enseignements des pratiques de l'ESS dans les territoires et se faire catalyseurs d'une méthode pour apprendre – *P'actes Européens*
- 18/09 FR/ESP UNEM- Espacio Nacional de Economía Social y Solidaria (Argentine), S'organiser pour obtenir la reconnaissance et l'appui des instances publiques en Argentine *Francisco Celia, entrepreneur social et membre UNEM- Maude Brossard Ateliers FIESS, Montréal, octobre 2011*
- 18/09 FR/PT État de Minas Gerais au Brésil **Politique d'État de promotion de l'économie solidaire**: conflits et convergences dans les actions génèrent travail et revenus. Cette initiative a été l'une des premières à se doter d'une législation spécifique d'appui aux entreprises d'économie solidaire, suite à la mobilisation du mouvement social dans des forums, orientée grâce à la collaboration de représentants du pouvoir législatif. /Política Estadual de fomento à Economia Solidária no Estado de Minas Gerais (Brésil) - *Bianca Aparecida Lima Costa, doctorante en Sciences sociales, Pontificia Universidade Católica de Minas Gerais, Maude Brossard Ateliers FIESS, Montréal, octobre 2011*
- 21/09 FR/EN/ESP Prix Nobel Economie 2009 à Elinor Ostrom pour ses travaux sur la gouvernance des biens communs. « Au lieu de croire que des solutions institutionnelles optimales peuvent être facilement élaborées et imposées à faible coût par des autorités externes, elle soutient que « trouver des bonnes institutions est un processus difficile, chronophage et propice aux conflits. C'est un processus qui requiert une information fiable en termes de variables de temps et de lieu, ainsi qu'un vaste répertoire de règles culturellement acceptables ». **Maintenant, cette théorie est sortie de la marginalité. Elle est largement adossée à des données empiriques. Elle ouvre une voie – légitimée – dont les praticiens peuvent se saisir.** À long terme, un cadre pour la documentation, l'analyse et les leçons apprises sont une nécessité pour décrire la plus-value d'une « bonne gouvernance », outiller, évaluer et anticiper l'exercice d'une responsabilité partagée, à l'échelle des territoires. Le local est à réhabiliter, refonder, face au global. Le chemin que nous allons continuer de baliser consiste à mutualiser les résultats du j'illustre, je débats, je propose» (adoptée pour Lux(09) avec une confiance renforcée. C'est une voie plus sûre que le « je sais, j'explique, vous faites ! »